

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Le PCF et l'URSS

(Communiqué
du Bureau politique
du PCMLF)

Les récentes prises de position de la direction du PCF à l'occasion du dixième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, ainsi que la parution récente du livre « L'URSS et nous » publié avec l'accord de la direction de ce parti posent une nouvelle fois la question de ses rapports avec l'URSS.

Depuis ces quelques dernières années, les aspects les plus marquants de la politique d'agression de l'URSS sur le plan international et d'oppression sur le plan intérieur ont amené les dirigeants du PCF à multiplier les critiques, les condamnations, alors qu'il n'y a pas si longtemps encore ils parlaient d'« antisoviétisme » lorsque ces faits étaient dénoncés. Ils ont été amenés à transformer leur attitude par le développement de la prise de conscience au sujet de l'URSS dans la population de notre pays ainsi que chez de nombreux militants du PCF qui se font à juste titre une toute autre idée du socialisme.

Tandis que les dirigeants sociaux-impérialistes de l'URSS voudraient voir dans le PCF ni plus ni moins qu'une officine à leur service, la direction de celui-ci poursuit des objectifs qui lui sont propres et qui entrent dans une certaine mesure en opposition avec ceux de l'URSS. Qu'on imagine quels effets auraient auprès des travailleurs de notre pays et de l'opinion démocratique une approbation de l'invasion et du maintien de l'occupation de la Tchécoslovaquie ainsi qu'un soutien à la répression de type fasciste menée en URSS. C'est là ce qui amène la direction du PCF à prendre ses distances. En tant que superpuissance, l'URSS veut tout soumettre à ses intérêts et que tous marchent à la baguette. C'est là ce qui l'amène à s'en prendre à la direction du PCF.

Tout cela est l'expression d'un fait positif dans notre pays : la condamnation largement répandue de l'URSS et l'impossibilité, pour un parti qui veut accéder au pouvoir, d'être un soutien incondicional de l'URSS.

Mais, en dépit des prises de position et des contradictions qui l'opposent de plus en plus à l'URSS, la direction du PCF n'en reste pas moins un soutien actif à sa politique internationale. Quelques prises de position récentes en témoignent clairement. En ce qui concerne le traité de paix et d'amitié sino-japonais, l'Humanité, sous la plume du spécialiste anti-chinois Jean-Emile Vidal, parle de « l'agressivité anti-soviétique de Pékin » et accuse la Chine d'« hégémonie ». Que l'on sache, ce n'est pourtant pas la Chine qui se livre régulièrement à des provocations armées à la frontière sino-soviétique ou qui occupe des îles japonaises. A propos de la situation dans la corne de l'Afrique, tout en prenant parti pour un règlement négocié de la question de l'Érythrée, les dirigeants du PCF se gardent de dénoncer l'intervention militaire directe des forces soviétiques et cubaines qui font couler le sang d'un peuple. Tandis que les mercenaires cubains assassinent à des milliers de kilomètres de chez eux, l'Humanité, à propos du festival mondial de la jeunesse, trouve moyen de titrer : « Jeune du monde, Cuba est ta maison. »

(Suite page 3)

Exclusivité

Dans notre édition datée de mercredi et de jeudi prochains, nous présenterons l'interview exclusive de plusieurs ressortissants chinois expulsés du Vietnam et qui ont bien voulu répondre aux questions de marxistes-léninistes en voyage en Chine

Insurrection au Nicaragua

Ce week-end, les guérilleros du Front sandiniste ont lancé une offensive générale contre la dictature de Somoza. Toutes les villes se couvrent de barricades. A Managua, la capitale, quatre casernes ont été attaquées ainsi qu'à Chinandega et Masaya. La ville d'Esté, à 150 km de Managua, est contrôlée par 500 guérilleros, soutenus par la population et même une partie des milieux d'affaires. Enfin, le chef des opérations de l'armée ainsi que trois mercenaires spécialistes de la lutte anti-guérilla sont morts dans « un accident d'avion ». En fait, leur appareil a été abattu par les guérilleros. Les opérations de nettoyage de la Garde nationale pour tenter de reprendre la situation en main, ont fait plus de 100 morts mais l'insurrection ne faiblit pas.

Voir notre article page 2



Terrin

CHANTIERS OCCUPES



Terrin : la réponse des travailleurs aux 1 770 licenciements : occupation immédiate et mobilisation de la navale le jeudi 14.

Vendredi matin, les syndicats de Terrin ont annoncé au Comité d'entreprise la décision du tribunal de commerce de mettre le groupe Terrin en liquidation ce qui entraîne le licenciement immédiat de 1 770 travailleurs de la Société provençale des ateliers Terrin et des Ateliers provençaux. La réponse immédiate a été l'occupation du chantier et les syndicats ont été retenus toute la journée de vendredi. Ils sont sortis à 18 h 30 sous la

conduite des dirigeants syndicaux.

La liquidation n'a été prononcée pour l'instant que pour deux des entreprises du groupe Terrin qui en compte quatre (Société provençale des ateliers Terrin, Ateliers provençaux, Sud-Maine et entreprise de peinture), mais il est certain que la fermeture de Terrin entraînerait à brève échéance la fermeture de tout le port autonome de Marseille, soit le licenciement de 10 000 travailleurs : en effet, 258 petites unités marseillaises dépendent de Terrin sans compter la société Fardella et les dockers.

Au niveau des investissements, « la grande forme » du port de Marseille, prévue pour mettre en cale

sèche les pétroliers de 500 000 tonnes ne sera plus utilisable. (Il n'y en a qu'une autre en Europe).

Toute l'activité de la région marseillaise est donc menacée.

L'occupation se poursuit depuis vendredi et une journée de grande mobilisation est prévue pour le jeudi 14 par les syndicats lors de la visite de Boulin, ministre du Travail, qui va coïncider avec l'annonce par le tribunal de commerce du jugement final pour l'avenir de l'entreprise.

Cette manifestation doit mobiliser tous les travailleurs de la navale marseillaise et en particulier ceux de la Ciotat. La CFDT fait aussi la proposition d'organiser une journée ville-morte le 14.

Les partis de gauche se mobilisent aussi à leur manière : Deferre, maire PS de Marseille prépare « une série de propositions » et le PCF de son côté, en annonçant que « la situation... exige une réponse unie » appelle la population de Marseille à se mobiliser le mercredi 13, derrière les élus du PC. (Etrange façon de faire l'unité !)

Au delà de ces manœuvres de récupération, c'est le développement de l'unité de tous les travailleurs de la navale sur une base de classe claire qui permettra de conserver à chaque travailleur son emploi. L'unité dans la lutte, avec autour d'elle, un vaste mouvement de solidarité.

LE MONDE EN MARCHÉ

Nicaragua

L'écroulement de 40 ans de dictature

Depuis plusieurs mois déjà, le peuple nicaraguayen tient en échec la dictature du général Anastasio Somoza.

Au mois de février dernier, après l'assassinat d'un des principaux leaders de l'opposition, Pedro Joaquín Chamorro, une grève générale avait paralysé le pays pendant plusieurs jours tandis que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) attaquait l'armée (Guardia Nacional) dans plusieurs points du pays. Depuis, l'opposition à la dictature n'a cessé de grandir et regroupe des secteurs de plus en plus larges de la population. Depuis quinze jours, une nouvelle grève générale se poursuit, accompagnée de combats armés dans plusieurs points du pays.

La fin est proche

Le 7 septembre dernier, le FSLN occupait une radio en plein cœur de la capitale, Managua, et appelait la population à l'insurrection générale. Le régime du général Somoza, dont la famille est au pouvoir depuis 1933, n'a plus longtemps à vivre. C'est l'impression qui

prévaut aujourd'hui aussi bien au Nicaragua, où ses amis de la veille commencent à le lâcher, que dans les pays proches et les trop voisins États-Unis où l'Administration Carter, après avoir appuyé la dictature, cherche aujourd'hui la « bonne » carte de rechange : un régime qui aurait un visage suffisamment démocratique et qui ne toucherait pas aux intérêts américains.

Le peuple du Nicaragua, après une longue période de résistance à la dictature somociste, est en train d'écrire une nouvelle page de l'histoire de son pays, par la grève générale et la lutte armée.

Le Front sandiniste de libération nationale, qui dirige aujourd'hui la lutte populaire et, comme l'ont montré les derniers événements, se trouve en son sein comme un poisson dans l'eau, de son nom au guérillero Cesar Augusto Sandino, appelé le « général des hommes libres », qui, en 1927, leva une armée de

paysans et mineurs pour lutter contre l'occupation de son pays par l'armée américaine depuis 1912.

Cette armée donna des coups sévères aux Marines américains qui furent, finalement, retirés en 1933. Auparavant, les États-Unis

firent un guet-apens et d'assassiner Sandino qui avait déposé les armes après le retrait des troupes américaines.

Corriger les erreurs

Le Front sandiniste fut



Le 22 août, les guérilleros sandinistes occupaient le palais national et obtenaient la libération de plusieurs prisonniers politiques.

avaient formé la « Guardia Nacional » que commanda Anastasio Somoza, père de l'actuel président. Un des premiers actes du commandant Somoza fut de ten-

dre un guet-apens et d'assassiner Sandino qui avait déposé les armes après le retrait des troupes américaines. Il subit, à ses

débuts, de sanglants échecs dans ses affrontements contre la Garde nationale. C'est que les théories castristes influencent largement la direction du Front. L'analyse des erreurs de ce type et l'assimilation de l'expérience passée amènent le Front à rompre avec ces théories, à trouver le chemin d'une étroite liaison aux masses, à former des alliances avec d'autres forces patriotiques tout en persévérant dans la lutte armée.

Eden Pastora, alias « Commandant Zero », qui dirigea la prise du Palais national de Managua, le 22 août, déclarait, le 9 septembre, au journal espagnol *Diario 16* que « Cuba n'est plus un point de référence, nous ne voulons pas bâtir un parti Cuba, nous voulons un Nicaragua libre et démocratique ».

Les événements des derniers mois, et de ces derniers jours, montrent que le Front sandiniste fut gagnant la direction des masses et se trouve à l'avant-garde de la lutte du peuple.

Des secteurs de la bourgeoisie contre Somoza

Dans l'opposition à So-

moza, se trouvent également aujourd'hui certains secteurs de la bourgeoisie. L'un des secteurs de la bourgeoisie, naguère encore allié de Somoza, voit son développement condamné par le monopole de la famille Somoza dans plusieurs secteurs de l'économie (construction, navigation, ligne aérienne, télévision, pêche, brasseries, mines, entre autres), et verrait d'un bon oeil son élimination.

Il existe également un secteur de la bourgeoisie nationaliste pour qui l'ennemi est avant tout les États-Unis dont la domination économique étouffe un quelconque développement d'une industrie et d'une agriculture nationales.

Ces secteurs ont déclaré publiquement leur appui à la lutte du Front sandiniste et envisagent la création d'un gouvernement en collaboration avec les sandinistes après la chute de Somoza.

NICARAGUA :
118 340 km².
2,5 millions d'habitants.
Dette extérieure : 920 millions de dollars.
Dépenses militaires quatre fois supérieures aux dépenses de la santé.
Mortalité infantile : 13 %
25 % de la population atteinte de goitre endémique.
70 % d'analphabètes.
50 000 personnes assassinées dans les prisons de Somoza.
1,5 % de propriétaires terriens qui possèdent 45 % des terres cultivables, 51 % de petits propriétaires en possèdent 3,5 %.

Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Réponse aux insultes de Brejnev

Répondant aux insultes de Brejnev (qui a prétendu, le 1er septembre, que le Kampuchéa avait lancé une provocation militaire contre le Vietnam), ainsi qu'aux déclarations du sénateur américain, Mc Govern (qui a appelé, le 21 août, à « une intervention militaire internationale pour renverser le gouvernement khmer »), le Kampuchéa démocratique a pu lier deux déclarations dont voici des extraits. (Les intertitres sont de la rédaction de *L'Humanité rouge*).

« Ce n'est pas la première fois que les dirigeants soviétiques s'opposent au peuple kampuchéen et à la révolution dans son pays ainsi qu'au Kampuchéa démocratique. Ils ont persévéré depuis longtemps dans cette position et l'ont traduite en action, car le Kampuchéa indépendant et non-aligné est un obstacle à leur stratégie d'expansion en Asie du Sud-Est et dans tout le continent. »

Un passé déjà lourd

« De 1970 à 1975, Brejnev et ceux qui le suivaient, étaient aux côtés de la clique traîtresse de Lon Nol et de l'impérialisme américain pour s'op-

poser à la guerre de libération nationale du peuple kampuchéen. Après la victoire de tout le pays, ils ont continué à s'opposer à la révolution kampuchéenne et au Kampuchéa démocratique. En même temps, l'Union soviétique soutenait le Vietnam dans son agression et son expansion au Kampuchéa ainsi que dans son annexion de ce pays (...) »

« Fin 1977, l'Union soviétique a pris part à l'invasion de grande envergure lancée par le Vietnam au Kampuchéa dans l'espoir d'occuper un beau matin le Kampuchéa en adoptant la stratégie dite "combat rapide, issue rapide", tout comme "l'avaient" fait, en 1968, l'Union soviétique

et ses complices en Tchécoslovaquie.

« L'Union soviétique a envoyé des Soviétiques prendre part à l'agression vietnamienne au Kampuchéa. Parmi eux se trouvaient des commandants et des tankistes. Ce n'était évidemment pas une "provocation militaire kampuchéenne contre le Vietnam" comme l'a clamé Brejnev. La stratégie vietnamienne dite "combat rapide, issue rapide" contre le Kampuchéa a subi une défaite ignominieuse. »

L'isolement

La déclaration fait remarquer qu'à la suite de sa défaite sur les champs de bataille au Kampuchéa, le Vietnam fait face à de multiples difficultés à l'intérieur et se trouve encore plus isolé à l'étranger. A présent, l'Union soviétique essaye d'aider le Vietnam. Elle a concentré ses moyens de transports maritimes et aériens en vue d'envoyer au Vietnam des conseillers militaires et civils ainsi que des matériaux de guerre, donnant ainsi un bon coup de main au Vietnam en vue

d'une nouvelle agression contre le Kampuchéa démocratique.

La déclaration dit : « Le peuple et le gouvernement du Kampuchéa démocratique condamnent sévèrement les dirigeants soviétiques pour leurs activités successives contre la révolution du Kampuchéa, son indépendance et son non-alignement. » « Ces agissements, ajoute la déclaration, ont montré la nature de l'Union soviétique qui s'oppose à la révolution et se livre à l'agression et l'expansion, nature qui ne diffère en rien de celle de l'impérialisme. »

Un nouveau Cu'va

La déclaration indique : « A présent, l'Union soviétique a fait des Vietnamiens ses mercenaires, tout comme elle se sert des Cubains pour jouer le même rôle en Afrique, en vue de réaliser ses ambitions expansionnistes en Asie du Sud-Est, avec le Kampuchéa comme tremplin. Les efforts diplomatiques que le Vietnam et l'Union soviétique ont déployés dans la région visent le même but criminel (en 1977) - supplanter

Lettre ouverte au sénateur américain Mc Govern

« Tout d'abord, le ton hystérique et outrancier de vos attaques éhontées et gratuites contre le Kampuchéa démocratique, pays indépendant, pacifique, neutre et non-aligné, et contre le gouvernement légal et légitime du peuple du Kampuchéa traduit éloquemment votre rancœur et votre haine à l'égard de notre peuple, de notre Armée révolutionnaire et de notre gouvernement. Cela, parce qu'en tant que représentant de l'impérialisme américain, vous n'avez pas du tout, de toute évidence, oublié la grandiose victoire du 17 avril 1975 qu'a remportée notre peuple sur l'impérialisme américain et, par la même occasion, la défaite ignominieuse et historique de cet impérialisme au Kampuchéa (...) »

Complice de l'agression vietnamienne

Après avoir rappelé le génocide du peuple cambodgien qui a fait un million de victimes, la lettre indique :

« Vous savez, et pour cause, qu'au cours de plus de trois années écoulées,

le peuple du Kampuchéa a mis en pièces toutes les activités d'espionnage et de subversion des impérialistes, expansionnistes, annexionnistes et de leurs partisans ainsi que leurs tentatives de coups d'État pour renverser le Kampuchéa démocratique. Le peuple du Kampuchéa a ainsi victorieusement sauvé, renforcé, développé et embelli le pouvoir du peuple ouvrier-paysan. En même temps, le peuple et l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa ont anéanti les actes d'agression de tous les ennemis de l'extérieur, en particulier des agresseurs vietnamiens, ils ont défendu et sauvegardé totalement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchéa démocratique (...) »

« En dernière analyse, votre rage et votre rancœur à l'égard de notre peuple vous ont rendus complice objectif des Vietnamiens qui nourrissent l'ambition d'avaloir le Kampuchéa, de leur politique stratégique d'obliger le Kampuchéa à entrer dans la "Fédération indochinoise", placée sous la domination vietnamienne, et de leur ambition expansionniste en Asie du Sud-Est (...) »

Iran



Vendredi 8 septembre 1978 3300 morts

Loi martiale, quadrillage policier, tanks, automitrailleuses, chasse aux opposants : tel est le visage de Téhéran, la capitale iranienne, après les manifestations sanglantes de vendredi.

Cent tués, déclare le gouvernement. Les cimetières, eux, donnent le véritable chiffre : 3300 personnes au corps criblé de balles ont été enterrés depuis vendredi. Des journalistes affirment avoir vu le corps de plusieurs bébés ensanglantés.

C'est probablement ce que le Shah appelle « la li-

béralisation du régime » (1).

UN DERNIER HOMMAGE

Mais rien ne peut empêcher le peuple de laisser sourdre sa colère. Ce week-end, nombreux étaient ceux qui se rendaient place Jaleh où l'armée a ouvert

le feu, comme pour rendre hommage à leurs martyrs. Chacun sait que les choses ne vont pas en rester là. Certains parlent même de s'armer...

L'ÉPREUVE DE FORCE

Le Shah a choisi l'épreuve de force. Plusieurs centaines d'opposants auraient été arrêtés (des religieux, des écrivains, des journalistes), d'autres sont dans la clandestinité. Les chefs religieux ont lancé des appels à la résistance, dénonçant le Shah comme « criminel qui s'est accaparé depuis 35 ans le destin du peuple opprimé ».

Le Shah est de plus en plus isolé à l'intérieur du pays : c'est ainsi que le ministre de la cour impériale vient de donner sa démission. Même à l'intérieur de la bourgeoisie, nombreux sont ceux qui hésitent à conserver leur appui au gouvernement, après les événements meurtriers de vendredi.

L'APPUI DE CARTER

Pour sa part, le président américain Carter a téléphoné, dimanche, au Shah pour lui apporter son soutien. La situation en Iran préoccupe beaucoup les USA qui ne voudraient pas voir ce pays échapper à leur influence.

A St-Denis tabassage de douze travailleurs immigrés

La direction des entrepôts du Printemps, à Saint-Denis, a fait arrêter douze travailleurs immigrés à la suite de vols constatés dans l'entrepôt.

Trois d'entre eux sont inculpés. Deux sont incarcérés depuis le 9 août sans qu'on puisse savoir où, le troisième depuis le 31 août.

La police s'est livrée à un tabassage systématique des autres travailleurs arrêtés pour leur faire avouer des vols qu'ils n'ont pas commis. Une étroite collaboration s'est révélée, à cette occasion, entre la direction des entrepôts et la police. Le Bris, surveillant en chef de l'entrepôt, assistait la plupart du temps aux interrogatoires.

Les témoignages de deux travailleurs, publiés dans Libération, sont un exemple de la violence raciste que

subissent les travailleurs immigrés dans les commissariats parisiens.

« Nous avons passé 36 h sans rien boire ni manger. Le seul moment où nous n'avons pas été maltraités, c'est lorsque nous avons été conduits au commissariat... Lorsque j'ai été libéré, j'avais le ventre complètement marqué par les coups de règle en fer. »

Et l'autre témoigne : « Ils m'ont cassé un morceau de contre-plaqué sur le crâne. Ils m'ont frappé partout. Au début, ils ne frappaient pas quand M. Le Bris était là. Après, Le Bris me disait : "on vous laissera partir quand vous aurez tout avoué. Sinon on vous expulsera, vous ne reverrez jamais votre femme et vos enfants " ».

La plupart du temps, les coups étaient accompagnés d'insultes racistes et des

policiers ont même obligé les deux travailleurs musulmans à avaler du jambon !

Les travailleurs relâchés n'ont pas encore repris le travail car leur médecin les a mis en arrêt de travail de dix jours et aussi parce que la direction du Printemps leur a fait dire par la police qu'il leur était interdit de remettre les pieds à l'entrepôt.

La contre-attaque s'organise au Printemps. Le syndicat du commerce de Paris CFDT (SY-CO-PA) appelle, dans un tract, à la création d'un comité de soutien : « La direction, au moyen d'une liste noire de suspects, fait régner un climat de suspicion et de délation dans cette partie réputée la plus combative du Printemps. »

On peut contacter le SY-CO-PA au 67, rue de Dunkerque - 75009 Paris

Abonnez-vous à

L'Humanité rouge

quotidien révolutionnaire

des travailleurs

Démagogie

Le budget 1979 « se réfère beaucoup à la vieille technique du « contribuable à vos poches ». C'est Chirac qui le dit dans le discours prononcé dimanche à la fête du RPR Rhône-Alpes de Valence. Croyez le, cet homme là parle d'expérience pour avoir pratiqué la technique pendant tout le temps où il était premier ministre. Les temps ont changé, rançonner le contribuable c'était juste et nécessaire il y a deux ans quand c'était Chirac qui ramassait la monnaie.

Aujourd'hui, cela mérite d'être dénoncé... Surtout quand on se propose de rassembler un million d'adhérents au RPR d'ici Pâques !

Bref, c'est toujours le temps des grimaces et des crocs-en-jambe au sein de la majorité ce qui n'empêchera pas Chirac finalement de voter le budget du gouvernement Barre au parlement. Car le RPR « adhère aux objectifs définis par l'ensemble de la majorité et y reste fidèle ».

D'après le petit Larousse ça s'appelle de la **démagogie**.

LE PCF ET L'URSS

communiqué
du Bureau politique
du PCMLF

(Suite de la page une)

A l'heure où le gouvernement vietnamien, en adhérant au Comecon, en accordant des bases militaires sur son territoire, en applaudissant au maintien de l'occupation de la Tchécoslovaquie, montre sa soumission aux visées de l'URSS, la direction du PCF lui apporte son soutien contre la Chine et le Kampuchea. Elle cherche à rendre la Chine responsable de la détérioration des relations avec le Vietnam, à l'heure où celui-ci persécute et expulse les ressortissants chinois. Alors qu'il est maintenant largement connu que les troupes vietnamiennes interviennent sur le territoire du Kampuchea, l'Humanité parle de « la politique agressive des dirigeants de Phnom Penh à l'égard du Vietnam. »

Le livre « L'URSS et nous », qui s'inscrit dans le cadre de la préparation du 23e congrès du PCF, est caractéristique de l'état des rapports du PCF avec l'URSS. Tout en revendiquant le droit à l'indépendance à l'égard de l'URSS, les auteurs de ce livre affirment eux-mêmes que le PCF se situe dans le même camp que Moscou face à l'impérialisme. Ils perpétuent des illusions aussi bien sur la véritable

nature du régime intérieur de l'URSS que sur sa politique internationale.

« Nous n'avons à aucun moment mis en doute le caractère socialiste de l'URSS » affirment-ils. N'est-ce pas insulter l'idée même de socialisme que de baptiser ainsi un régime où les opposants sont envoyés dans des hôpitaux psychiatriques, dans des camps de concentration, où, à plusieurs reprises, ces dernières années, l'armée et la police ont réprimé sauvagement des ouvriers en lutte comme cela s'est également produit dans des pays soumis à l'URSS ?

« Les initiatives diplomatiques de l'Union soviétique vont globalement dans le sens de la paix » affirment également les auteurs de l'ouvrage qui ajoutent : « L'Union soviétique, de par sa nature sociale, n'aspire pas à dominer le monde. » Que font donc alors les troupes soviétiques en Europe de l'Est, en Afrique, en Asie ? Que fait sa flotte sur les mers et les océans ? Pourquoi l'URSS refuse-t-elle l'existence de zones dénucléarisées ? Pourquoi a-t-elle développé la production d'armements classiques et nucléaires bien au-delà de ce que nécessiterait sa défense nationale ? Pourquoi, dernièrement, a-t-elle trempé dans des assassinats et coups d'État dans les deux Yémen ?

Par contre, les auteurs de « L'URSS et nous » parlent des « entreprises hégémoniques » de la Chine. De qui se moquent-ils ? Dans quel pays la Chine a-t-elle installé une base militaire ?

Il y a dix ans, les troupes soviétiques agressaient la Tchécoslovaquie, des patriotes tombaient sous leurs balles ; aujourd'hui, l'occupation se poursuit. Les dirigeants du PCF proclament leur réprobation, soit ! Mais quelle hypocrisie que de vouloir faire croire à la « politique de paix » des agresseurs qui, depuis, ont multiplié leurs forfaits !

Le Bureau politique du PCMLF réaffirme sa confiance dans la masse des militants du PCF : il est certain qu'ils rejeteront totalement le régime intérieur de l'URSS comme un régime fasciste et la politique internationale de l'URSS comme une politique hégémoniste et belliqueuse.

Le Bureau politique du PCMLF

La Cour européenne des Droits de l'homme défend... Les écoutes téléphoniques

Cinq juristes d'Allemagne de l'Ouest, qui avaient saisi la Cour Européenne des droits de l'homme contre une loi allemande du 13 août 1968 autorisant les écoutes téléphoniques et la surveillance du courrier ont été déboutés. Leur plainte a été rejetée par la Cour européenne le 6 septembre dernier.

Le communiqué publié par la Cour européenne des droits de l'homme reconnaît bien la violation dont ont été victimes les juristes, dans leur vie privée et professionnelle. Mais elle établit cette violation pour ensuite mieux la justifier : « La cour a estimé que la législation en question (la loi d'août 1968) a un but légitime... celui de la sauvegarde de la sécurité nationale et d'assurer la défense de l'ordre et la prévention pénale... »

La cour a constaté le fait que les sociétés démocrati-

ques se trouvent menacées de nos jours par des formes très complexes d'espionnage et par le terrorisme de sorte que l'Etat doit être capable... de surveiller en secret les éléments subversifs opérant sur son territoire... »

C'est donc en vertu de la « subversion », mot derrière lequel on peut mettre ce que l'on veut, que la cour a rejeté la plainte des juristes.

Ce n'est pas la Cour européenne des droits de l'homme que cette institution devrait s'appeler, mais plus justement « Cour euro-

peenne des droits de l'Etat et de l'ordre capitaliste. » Créée par les pays membres du Conseil de l'Europe, cette institution vient de faire la démonstration qu'elle n'est qu'un paravent hypocrite.

Il est significatif que ce soient des juristes allemands qui aient porté plainte contre les écoutes téléphoniques. L'Allemagne de l'Ouest est en effet à l'avant-garde de la répression policière de l'Europe de l'Ouest. Les méthodes les plus modernes et les plus odieuses y ont cours, depuis les écoutes jusqu'aux interdictions professionnelles* en passant par l'organisation de la délation publique à grande échelle et la répression psychiatrique.

Aujourd'hui, avec la crise économique, l'accroissement de la répression est une nécessité impérieuse

pour les bourgeoisies occidentales. Pour rendre cette répression plus efficace, ces bourgeoisies ont organisé « l'espace judiciaire européen » et ont signé une « convention anti-terroriste » en vertu de quoi elles organisent la collaboration des polices, unifient et améliorent leurs méthodes répressives. Le jugement de la cour européenne ne fait que confirmer cette solidarité des bourgeoisies occidentales européennes dans la répression.

En France, les écoutes téléphoniques existent toujours. Giscard et Poniatowski avaient annoncé leur disparition au cours de la campagne des dernières présidentielles. Aujourd'hui encore, quand ils abordent le sujet, c'est pour affirmer qu'elles ont été pratiquement supprimées. Lorsqu'il était ministre de l'Intérieur,

Poniatowski avait même précisé qu'il n'existait plus d'écoutes politiques. Or, il est bien évident que si des écoutes ont été supprimées ce n'est pas précisément le cas de celles qui concernent les organisations ou personnalités opposées au pouvoir ou au système. Bien au contraire. L'encadré ci-contre concernant l'arrestation de Klaus Croissant le montre.

On se souvient aussi de l'affaire des micros installés dans les locaux du Canard enchaîné.

Il est bien clair que la

police utilise le téléphone pour recueillir des renseignements et qu'il ne faut avoir aucune illusion sur le respect par la bourgeoisie des droits et libertés qu'elle affirme défendre : la Cour européenne des droits de l'homme en est une belle preuve, à l'échelle de l'Europe.

* Interdictions professionnelles en Allemagne de l'ouest : il est interdit à ceux qui sont fichés comme communistes d'occuper un emploi de fonctionnaire.

« Croissant victime des écoutes »

Klaus Croissant aurait été arrêté à Paris où il s'était réfugié, grâce aux écoutes téléphoniques. Recherché par la police française, à la demande des autorités ouest-allemandes, la première aurait mis sur écoute une dizaine d'avocats français susceptibles d'avoir des contacts avec l'avocat allemand. Par ce biais, elle réussit à savoir où se trouvait Klaus Croissant.

Mitterrand et Fiterman à la télévision

Des voies qui ne sont pas des issues

Candidats à la gestion de l'Etat capitaliste, le PS et le PCF répondaient, vendredi soir, à la télévision sur Antenne 2, au ministre du chômage, Boulin, qui avait exposé deux jours avant le « plan emploi » du gouvernement. Mitterrand et Fiterman présentèrent donc les critiques et propositions de leurs partis respectifs dans le cadre du « droit de réponse de l'opposition » qui est un des accessoires de la politique d'ouverture de Giscard.

En fait, si certains aspects des réquisitoires prononcés par l'un et l'autre contre la politique de Barre ne peuvent que satisfaire les travailleurs, la voie qu'ils préconisent ne constitue nullement une issue.

En effet, il est impossible de conjuguer plein emploi et capitalisme et c'est pourtant ce que la gauche

continue de promettre.

Mitterrand déclare que « le chômage est lié aux structures du système capitaliste » et que « la stratégie des grandes firmes privées, nationales et multi-nationales, celles qui dominent le marché, consiste à accroître à tout prix la marge de leurs profits, sans qu'elles se soucient du cor-

tège de misères humaines

qu'elles entraînent. » C'est vrai, mais dans la bouche de Mitterrand, ces phrases ressemblent fort à du verbiage, puisque son programme de plein emploi, c'est avec les mêmes « firmes privées » qu'il entend le réaliser, sans compter que le PS s'est toujours déclaré un chaud partisan de cette

économie de marché qui produit inévitablement le chômage.

De la même façon, si Fiterman a raison de montrer le sombre tableau du nombre des sans travail qui s'accroît et des 2 000 entreprises actuellement en passe de fermer leurs portes, s'il a raison de déclarer que seule la lutte peut permettre de « faire reculer un petit peu le chômage », c'est au bout du compte pour nous ramener encore et toujours à l'Union de la gauche et à son programme de gestion du capitalisme.

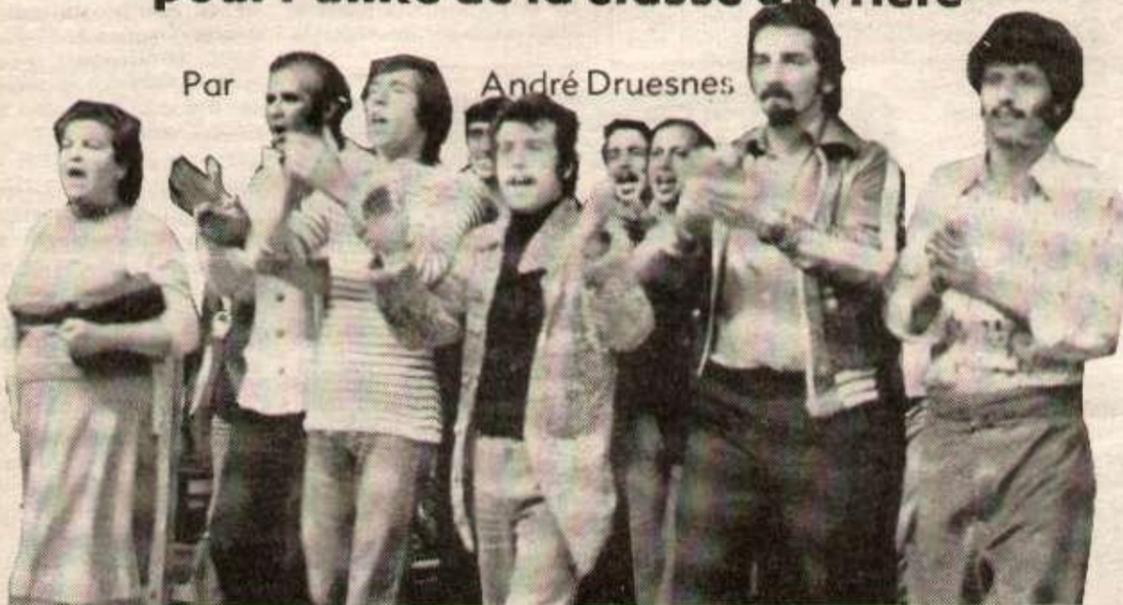
Quand le PCF lance des mots d'ordre tel que « Sauvons la navale ! », n'y a-t-il pas contenu dedans cette mystification qu'on peut accorder les intérêts des travailleurs et ceux des monopoles ? En effet, sauver l'entreprise capitaliste ou sauver les emplois sont deux orientations bien différentes.

Les travailleurs de chez Terrin le savent bien : certains syndicalistes leur proposaient d'accepter les licenciements indispensables à la survie de l'entreprise. Ils ont refusé et luttent pour sauver leur emploi.

De la même façon, c'est bien le parti de Fiterman, le PCF, qui siège en la personne du maire de Saint-Étienne au conseil d'administration de Manufrance, Manufrance dont on a assuré le maintien des profits en imposant les licenciements aux travailleurs. Et à Saint-Étienne, le PCF a bien accepté, en définitive, ce plan. Il faut choisir : lutter pour l'emploi des travailleurs ou défendre les entreprises, c'est-à-dire les affaires capitalistes, qu'elles soient ou non nationalisées.

Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière

Par André Druenes



rattacher les luttes revendicatives aux luttes politiques, qu'elles soient en cours ou stratégiques. A ce sujet, Lénine indiqua que « la tâche du socialisme est de contribuer à la fusion indispensable de la lutte économique et de la lutte politique dans une lutte de classe unique des masses ouvrières socialistes ».

Un simple exemple permet de saisir ce que nous entendons par là : en luttant contre les licenciements, nous ne devons jamais oublier d'expliquer aux travailleurs deux choses précises :

- 1) C'est la politique de la bourgeoisie capitaliste fondée sur la recherche du profit maximum qui a pour conséquence la crise. Or, le patronat et le gouvernement s'efforcent de faire supporter les effets néfastes de cette crise aux ouvriers et non aux capitalistes. En ce sens, les licenciements sont une manifestation effective de la politique en cours du pouvoir bourgeois en place.

- 2) Le chômage est un produit direct et inévitable du système capitaliste. Il existera aussi longtemps que le capitalisme. Il ne disparaîtra qu'avec la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat.

La brochure « Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière », écrite par André Druenes, expose brièvement ce que propose le Parti communiste marxiste-léniniste de France pour l'action immédiate et pour préparer un changement radical de cette société capitaliste.

En voici quelques passages concernant l'emploi :

Et voici les revendications immédiates en matière d'emploi et de chômage :

- Non à tout licenciement !

- Non aux mutations

arbitraires !

- On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

- Du travail pour tous !

- Titularisation des au-

xiliaires ! Embauche définitive des hors-statuts !

- Réembauche des jeunes au retour du service militaire !

- Titularisation des auxiliaires sur place avec maintien des avantages acquis et dès l'embauche !

- Intégration du temps de transport au temps de travail !

- A bas le chômage partiel ! Non au lock-out !

- Non au chômage !

- SMIC pour les chô-

- Transport gratuit pour les chômeurs, électricité et gaz gratuits, pas d'impôts pour les chômeurs !

« Un point très important doit retenir notre attention. C'est de toujours lier les luttes économiques avec les luttes politiques comme l'indique la Conférence nationale ouvrière du PCMLF de 1976 :

« Enfin, du point de vue tactique, nous devons...

Culturel

Deux romans populaires

« Caminarem » de Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti, « Une soupe aux herbes sauvages » d'Émilie Carles sont deux romans différents par bien des

points. Mais quelque chose de fondamental les unit : ce sont deux romans qui se rattachent à la littérature populaire.

Lire « Caminarem » ou lire « Une soupe aux herbes sauvages », cela nous change des romans qui ne racontent pas la vie du peuple ou ne la racontent pas selon la réalité.

(« Une soupe aux herbes sauvages »).

Pour réaliser ce travail, Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti ont dû apprendre à connaître ces viticulteurs, leurs héros. Et Émilie Carles a dû rassembler ses souvenirs pour faire revivre plusieurs générations de montagnards.

Les auteurs ont eu la volonté de mettre leur talent au service du peuple. Et ils l'ont fait. D'ailleurs, n'est-ce pas pour un artiste quelque chose d'exaltant que de raconter une épopée comme la lutte des vigneron du Languedoc (« Caminarem ») ou la vie de toute une région de nos montagnes alpines

Ils ont voulu mettre leur talent au service du peuple et ils y sont parvenus dans une large mesure. La preuve la plus flagrante est que les viticulteurs du Midi lisent « Caminarem » comme le lisent aussi d'autres paysans en France. Et cet été,

dans la région de Briançon que raconte Émilie Carles, on trouvait son livre dans toutes les librairies des villes mais aussi des bourgs et des villages. Il était acheté par les gens du coin, mais aussi par bien des touristes qui aiment cette région, cette montagne et les gens qui y habitent.

Pourtant (et ce n'est qu'une simple constatation), l'achat de tels livres constitue une dépense relativement importante.

Qu'un roman raconte le peuple, qu'il soit lu par le peuple et qu'on en cause

dans le peuple, n'est-ce pas la définition d'une nouvelle littérature dont on voit ici ou là les prémices ? Sans doute. Mais c'est aussi la continuité d'un vieux courant littéraire, la littérature populaire, qu'au fond, jamais, la bourgeoisie n'a réussi à détruire tout à fait.

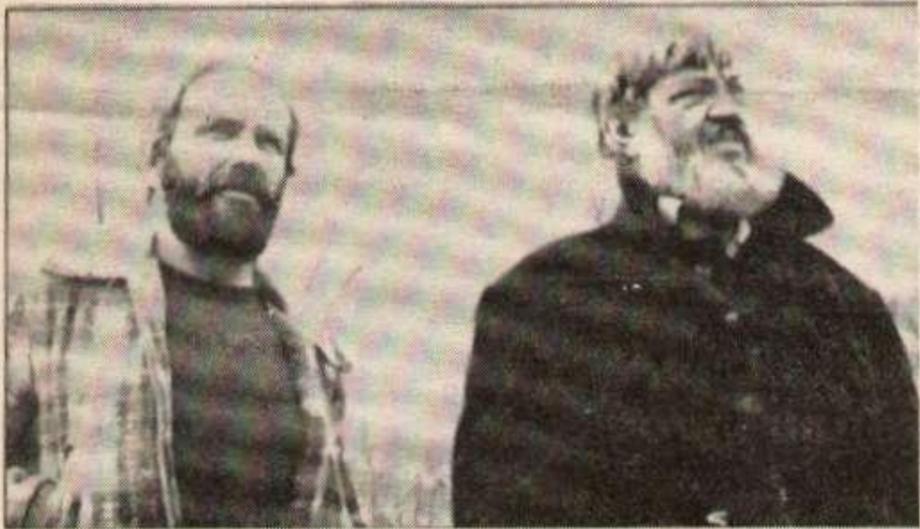
C'est là une réalité qui doit être prise en compte par un authentique parti communiste, car la littérature populaire, à son niveau, tient sa place dans la grande lutte de notre peuple contre l'exploitation et les exploités.

Roman de Jean-Pierre Chabrol, célèbre romancier cévenol, et de Claude Marti, un des chanteurs occitans les plus connus. Aux éditions Robert Laffont. 330 pages, 45 F.

En écrivant ce roman, Chabrol et Marti ont voulu raconter l'histoire de la révolte des vigneron du Midi : « L'histoire de la révolte du Midi, c'est l'histoire d'une grande, d'une indestructible fraternité entre des hommes qui, quelquefois, ne se connaissent même pas, mais qui avaient en commun la moindre touffe odorante de la garrigue... ».

Ils nous font vivre avec ce Comité d'action viticole qui manifeste avec des milliers de paysans. Ces manifestations au cours desquelles un des leurs tomba sous les balles des CRS, le 4 mars 1976, à Montredon.

«Caminarem»



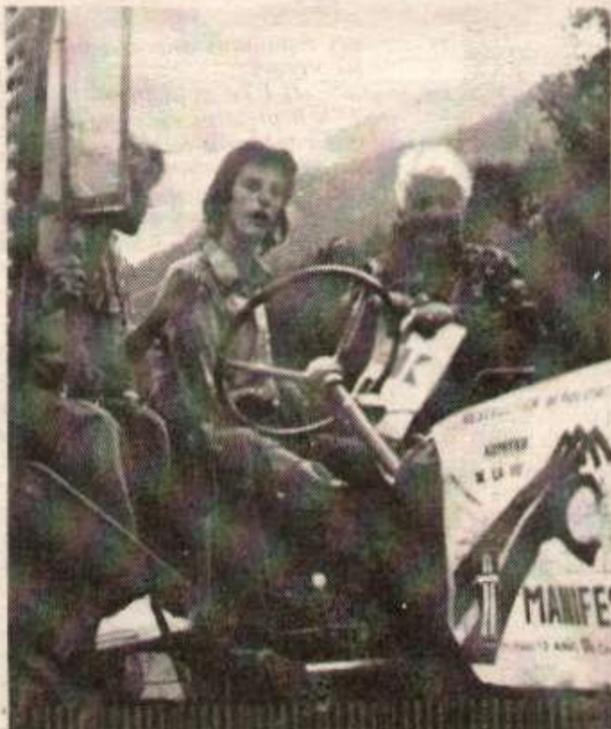
Claude Marti et Jean Pierre Chabrol

«Une soupe aux herbes sauvages»

Récit autobiographique d'Émilie Carles, 77 ans, briançonnaise, paysanne et institutrice pendant quarante ans dans les villages de sa montagne. Aux éditions Jean-Claude Simoen. 320 pages, plus 8 pages de documents photographiques. 46 F.

« Au printemps, le garde forestier découvrit un pendu dans le bois du Rossier. Le bonhomme avait dû se passer la corde au cou juste avant l'hiver et, quand le garde était tombé dessus, il n'était pas beau à voir. Dans ses poches, on a trouvé 14 sous et un petit carnet avec une couverture en toile cirée noire.

« L'homme y avait noté tous les endroits, toutes les entreprises où il avait demandé du travail... Il y en avait une dizaine comme ça, peut-être plus, avec chaque fois, la même an-



Emilie Carles à la manifestation du 13 août 1975 à Briançon.

notation : « Pas de travail ». « C'est une chose qui m'a toujours révoltée, je trouve inacceptable qu'un homme ne puisse travailler quand il le veut. »

C'est là un des nombreux témoignages que raconte Émilie Carles. 77 ans, c'est 77 ans de lutte partagée avec son mari : lutte pour la dignité de l'homme, que ce soit pour le droit à la culture, avec les déserteurs lors de la guerre de 1914-1918, aux côtés de la Résistance lors de la Seconde Guerre mondiale ou contre l'autoroute qui menace son village, Val-des-Prés, en 1975.

Nos lecteurs ont peut-être vu et apprécié Émilie Carles, lors d'une émission de Bernard Pivot, « Apostrophe », sur Antenne 2, consacrée aux femmes-écrivains.

Moderne Palace Hotel à Paris

Première grève et grande unité

Le personnel du Moderne Palace Hôtel, un luxueux hôtel parisien, s'est mis en grève le 5 septembre pour avoir un salaire de base de 2 500 F minimum et diverses améliorations de leurs conditions de travail. Leur grève a suscité l'intérêt et la solidarité d'autres travailleurs de l'hôtellerie qui sont venus les voir. Ils nous ont raconté les raisons de leur grève et leurs conditions de travail. Vendredi après-midi, le travail a repris sur la base d'un salaire minimum de 2 300 F. Jeudi soir, le patron a accordé 9 % d'augmentation pour l'année avec rattrapage depuis le 1er janvier. L'acquis principal de la lutte est un resserrement de l'écart des salaires du personnel de l'hôtel.

Le Moderne Palace Hôtel est un hôtel trois étoiles de 312 chambres (tarif minimum 140 F), situé en plein Paris, place de la République.

Luxe, moquette, lumière tamisée, ambiance feutrée. Depuis trois jours, une grande banderole accrochée à la porte de service de l'hôtel vient rappeler que, derrière le luxe, se cache l'exploitation. Les 87 employés de l'hôtel se sont mis en grève. Première grève dirigée par la jeune section CFDT, ancienne de deux ans, et soutenue de façon mitigée par la section CFTC qui regroupe quelques agents de maîtrise. La presque totalité des grévistes est présente toute la journée au piquet de grève, et une partie reste même la nuit. L'ambiance est fraternelle et confiante en face d'un patron inquiet qui menace de rompre les discussions.

Une exploitation particulièrement forte

Dans l'hôtellerie, l'exploitation des travailleurs est particulière car les bas salaires sont nombreux et le travail est irrégulier selon les saisons. Au Moderne Palace Hôtel, une femme de chambre s'occupe de douze chambres tous les jours, de 7 h à 17 h ou de 7 h 30 à 17 h 30 ; elle a une heure pour manger, mais pas de cantine, alors que la plupart habitent en banlieue. Pour ce travail, elle reçoit une base mensuelle de 1 900 F et une prime de 300 F calculée sur la moyenne du pourcentage de service payé par la clientèle dans l'année.

En réalité, ces 300 F sont en-dessous de cette moyenne. S'ajoutent encore les 23 F de prime de transport et une prime-panier. L'hôtel étant ouvert tous les jours, il n'y a ni dimanche ni jour férié, mais deux jours de repos (en principe) par semaine, fixés par convenance mais les dimanches et jours fériés travaillés ne sont pas payés en heures majorées. Un nombre fixe de 7 jours fériés par an est récupéré en hiver, à la saison creuse.

Les trois lingères reçoivent une base mensuelle de 2 110 F (mais n'ont pas la prime de service) et les standardistes 2 100 F.

Les travailleurs de nuit, gardiens, standardistes, réceptionnistes, qui font plus de 40 h, ne sont pas payés en heures supplémentaires.

Des travailleurs saisonniers et des « extras » viennent renforcer l'effectif en pleine saison.

Le restaurant est géré en sous-traitance ; le personnel ne fait pas grève.

La grève

La principale revendication porte sur les salaires :

- 2 500 F de base pour les salaires ;
- 100 F d'augmentation pour les salaires supérieurs ;
- Même salaire pour les saisonniers et les « extras » que pour le personnel fixe, plus une indemnité de 10 % pour les saisonniers ;
- 15 % pour les « extras » de « précarité d'emploi » ;
- Augmentation de l'équipe de nuit, réduction du temps de travail et tarif des heures supplémentaires.

Les premières discussions avec le directeur ont permis de voir la force de la grève : le directeur propose de donner 9 % d'augmentation sur l'année (6 % ont déjà été versés), mais avec effet rétroactif ; ce qui ferait 1 100 F pour une femme de chambre cumulé sur l'année. Si le travail reprend, il paiera les jours de grève. Le salaire de base de la femme de ménage passerait alors à 2 200 F.

Ce que les grévistes veulent aujourd'hui, c'est une répartition différente de cette augmentation cumulée pour une base de 2 500 F. Le directeur défend le principe de la hiérarchie, puisqu'il n'aurait pas plus d'argent à débours. Il menace d'arrêter de discuter et de fermer l'hôtel.

Plus la grève dure et plus la situation se dégrade dans l'hôtel où les cadres et les clients assurent eux-mêmes l'entretien des chambres. C'est pourquoi les grévistes gardent courage.

Les visites d'autres travailleurs de l'hôtellerie venus prendre des leçons de leur grève et les preuves de solidarité d'autres syndicats, CGT en particulier, les encouragent à continuer. Ils viennent aussi de prendre contact avec les travailleurs des trois autres hôtels qui dépendent du même conseil d'administration.

Formation des élèves-infirmières

« On peut presque arriver au diplôme d'Etat sans savoir faire une prise de sang »



Assemblée générale d'élèves-infirmières.

Dans notre édition du samedi 9 septembre, nous avons exposé la formation des instituteurs et leurs conditions de travail, mais malheureusement, ils ne sont pas les seuls travailleurs en formation à connaître de mauvaises conditions d'études. Des élèves-infirmières (infirmiers) ont entamé de nombreuses luttes, l'année passée, pour que le ministère de la Santé leur donne le statut de travailleur en formation. Les élèves-infirmières exigent que leurs études les préparent réellement à leur métier. Cette revendication légitime concerne aussi bien les travailleurs de la santé que les malades. Une élève-infirmière de l'hôpital Saint-Louis (Paris) nous a raconté dans quelles conditions se déroulent ses études.

L'inconvénient majeur que connaissent les élèves-infirmières, c'est de ne pas avoir de statut clair. Nous sommes considérées comme des étudiantes, ce qui permet à la direction de ne pas nous payer. Par contre, lors des stages, nous sommes « des infirmières en apprentissage » et la surveillante peut exiger de nous autant que d'une infirmière diplômée.

Normalement, il faut posséder un Bac, de préférence le Bac C (à dominante scientifique) pour entrer à l'école d'infirmières. Sans le Bac, la directrice de l'école exige soit le certificat d'études secondaires,

soit le concours d'entrée (si le niveau de l'élève est bas).

Naguère, l'Assistance publique — qui a ses propres écoles d'infirmières — offrait une bourse de 500 F par mois aux élèves en échange de quoi elles étaient tenues de travailler cinq ans dans les hôpitaux de l'Assistance publique.

Cette possibilité n'existe plus ; cela nous impose une situation pécuniaire très difficile.

La discipline à l'école est très stricte. Nous sommes considérées comme des petits enfants.

L'appel des absents est fait tous les jours. Sur

28 mois d'études, nous n'avons droit qu'à 15 jours de maladie ! Le droit d'être malade nous est retiré. Nous ne sommes donc pas toujours très disponibles pour les malades au moment de nos stages.

Des cours au ralais

Le contenu, la manière dont nous sont dispensés les cours, laissent beaucoup à désirer. Des médecins doivent, en théorie, nous enseigner 45 % des cours, le reste étant effectué par des monitrices. En fait, la majorité des cours est assurée par les monitrices, ce qui abaisse forcément le niveau des connaissances. Je ne veux pas accuser les monitrices, mais je dénonce le système. Comment une personne qui n'en connaît pas beaucoup plus que nous pourrait-elle nous enseigner correctement ? Comment alors, serons-nous capables de soigner les malades ?

Certaines monitrices-titulaires se sont mobilisées, l'année passée, pour refuser ces cours, elles ne sont rémunérées que pour faire des cours pratiques.

Notre formation est en dents de scie. Elle dépend du bon vouloir de la monitrice pour faire de bonnes préparations, d'où un sur-

croit de travail pour elle.

Dans les trois premiers mois de la formation, on doit connaître tout le corps humain : l'appareil digestif, l'appareil respiratoire, le système cardio-vasculaire... C'est un peu rapide ! D'autant plus qu'aucun microscope, qu'aucune planche ne sont mis à notre disposition. Nous ne faisons aucune dissection, même

pas d'animaux ! Le seul squelette de l'école est en plastique ! Comment sont fait « les gens à l'intérieur », on en a une vague idée.

On apprend à faire des piqûres intra-dermiques sur des poupées, sur des éponges.

Pour comprendre les maladies et la médication des patients, ils nous faudrait des cours de chi-

tion des patients, il nous faudrait des cours de chimie, or, nous n'en avons pas.

700 F par mois pour 40 h de travail

Sur 28 mois d'études, nous devons faire plusieurs stages. Les stages sont faits en fonction du manque de personnel, surtout pendant les vacances. Nous sommes utilisées pour boucher les trous, que l'on soit formée ou non.

Les trois derniers mois avant le diplôme d'Etat, nous travaillons comme infirmières. On pointe, on travaille comme les infirmières, mais on gagne 700 F par mois et il faut retirer la Sécurité sociale dessus. Il est même question que ces 700 F ne nous soient plus donnés.

Les stages sont donnés à la tête du client. Une copine, qui ne plaisait peut-être pas à la directrice, a été envoyée dans un stage de dermatologie dans une clinique du sud de Paris. Elle habite la banlieue est. Elle devait se lever à 5 h du matin, alors que notre école d'infirmières dépend de Saint-Louis, spécialisé dans la dermatologie.

Chaque monitrice est rattachée à un service et doit nous suivre pendant notre stage. En fait, elle vient rarement et c'est pour nous noter. Le travail d'explication repose alors sur les épaules de l'infirmière avec laquelle nous travaillons.

Ce qu'on apprend, ça dépend de l'infirmière.

Soit elle se décharge d'une partie de son travail et nous fait faire les travaux pénibles et inintéressants (toilette des malades, donner le bassin, etc.), soit on n'apprend rien.

On peut presque arriver au diplôme d'Etat sans savoir faire une prise de sang. Soit elle nous explique la manière de faire un pansement ou de poser une sonde urinaire, par exemple. Elle joue le rôle de la monitrice et prend du retard dans son travail. Dans les deux cas, ce sont les malades les grands perdants.

Ils auront une élève-infirmière incapable ou bien ils auront un retard dans leurs soins.

Reportage de Nathalie VILLOTIERS

De Guiringaud en Asie du Sud-Est Une portée politique

De Guiringaud, ministre des Affaires étrangères de Giscard, est actuellement en voyage en Asie du Sud-Est. Dans cette tournée, commencée le dimanche 3 septembre, il est accompagné par une importante délégation d'hommes d'affaires. Après avoir séjourné en Thaïlande, le ministre français était reçu jusqu'à vendredi au Vietnam et s'est rendu ensuite en Indonésie.

Il y a bien longtemps que l'impérialisme français a perdu ses positions dans

cette région du monde et le niveau des échanges commerciaux est extrêmement bas. La composition de la délégation indique clairement que le but du voyage est d'ouvrir la voie à un nouveau développement des relations économiques.

Toutefois, la situation troublée, créée dans cette région par la politique agressive et expansionniste des dirigeants de Hanoi, hypothèque considérablement les possibilités pour les capitalistes français d'y faire des affaires. Il faut rappe-

ler que le Laos, sous l'impulsion de Moscou, a récemment rompu ses relations diplomatiques avec la France.

Dans ce cadre, la visite de Guiringaud au Vietnam a une portée avant tout politique.

En effet, si la France devait contribuer à renflouer l'économie du Vietnam, rendue exangue par son effort actuel de guerre et d'agression, cela n'aiderait-il pas, en fait, cette politique belliciste ?

Les mesures de rentabilisation de Massey-Ferguson au Canada

Un ouvrier sur trois mis à pied depuis janvier !

Nous avons demandé à nos camarades de *La Forge*, organe central de la *Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada* des informations sur les luttes des travailleurs canadiens du trust *Massey-Ferguson* et aussi sur ce monopole canadien qui étend ses activités partout dans le monde. En effet, l'annonce de 240 licenciements à l'usine *Massey-Ferguson* de Marquette (près de Lille) avait donné lieu à une riposte des travailleurs qui avaient manifesté nombreux dans la banlieue lilloise.

Dans un tract diffusé alors, le *Parti communiste marxiste-léniniste de France* se déclarait prêt :
 « A soutenir politiquement et financièrement (par des collectes, etc.) les travailleurs de Massey ;

— A populariser leur lutte par l'envoi d'articles à la presse, en lançant un appel à l'unité et à la solidarité auprès des travailleurs de Beauvais, Paris et des usines du trust *Massey-Ferguson* à l'étranger (Espagne, Canada...).

L'article que nous ont envoyé en réponse à notre demande nos camarades de *La Forge* contribuera, comme ils le disent dans leur lettre, « à développer l'internationalisme prolétarien parmi la classe ouvrière de nos deux pays. » Ils nous annoncent en même temps l'envoi d'autres documents « sur ce monopole canadien et sur l'empire *Argus* dont il fait partie : un pilier de la bourgeoisie impérialiste canadienne. ! »

production invendue qui atteint presque la moitié de tout son chiffre d'affaires. Dans sa concurrence féroce avec les monopoles américains, et mêmes russes, avec la baisse du dollar canadien, *Massey-Ferguson* a vu se réduire de beaucoup sa part du marché mondial.

Mais nous n'avons pas à payer pour les « pertes » de ces pauvres capitalistes ! Pendant que des travailleurs canadiens ou français se retrouvaient à la rue, pendant que *Massey* fermait toute une usine en Argentine, son ex-président, Thornbrough, se payait, lui, un salaire annuel de 400 000 dollars, en plus des revenus fabuleux qu'il tirait de ses dividendes et de ses postes aux conseils d'administration de plusieurs sociétés !

Sans compter que *Massey-Ferguson* n'est qu'un morceau de l'empire géant d'*Argus*, un des deux principaux groupes financiers de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

Au cours de 1977, les ouvriers canadiens de *Massey* ont mené des luttes

énergiques a forcé les patrons à lever les suspensions.

En juillet, *Massey* congédiait brutalement un délégué syndical noir soi-disant pour « insubordination ». Deux-cents ouvriers ont alors organisé une manifestation d'une heure sur le temps du déjeuner et obtenu son réengagement.

Et le 27 juin, deux-cents d'entre eux ont participé à un piquet de grève organisé par *La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada* devant l'usine, pour commémorer le soulèvement des étudiants de Soweto. Les ouvriers ont donné leur appui à la lutte de libération du peuple azanien. Ils ont dénoncé l'exploitation raciste des travailleurs azaniens par *Massey-Ferguson*, qui tire d'énormes profits de ses deux usines là-bas.

Oui, les travailleurs de *Massey-Ferguson* au Canada soutiennent les luttes de leurs frères de classe dans d'autres pays contre la bourgeoisie impérialiste canadienne ! En refusant les mises à pied que ce mono-



Le 11 juillet 1977, les patrons de *Massey-Ferguson* à Toronto ont été forcés de réengager un ouvrier noir délégué de son syndicat, suite à une manifestation de 200 ouvriers devant l'usine (photo *La Forge*)

Les ouvriers de *Massey-Ferguson*, au Canada, vivent dans l'incertitude du lendemain depuis des mois. Depuis janvier, un ouvrier sur trois a été mis à pied. Et même si la compagnie en a réengagé une partie, des centaines restent dans la rue.

C'est plus de 1 900 des 5 000 ouvriers aux usines de Toronto et de Brantford — les deux usines de *Massey* au Canada — qui ont été

ainsi frappés par ces soi-disant mesures de rentabilisation.

Rétablir ses profits

Les capitalistes de *Massey* sont en crise : en 1977, les profits ont baissé subitement à 32,7 millions de dollars par rapport à 117,1 millions de dollars l'année précédente. Ce monopole a accumulé une

importante pression qui s'est abattue sur les militants syndicaux et des travailleurs combattifs, particulièrement sur des ouvriers noirs.

En mars, tous les travailleurs d'un département (atelier) ont débrayé pour protester contre la suspension de deux camarades. Ceux-ci avaient protesté contre l'ordre donné à un travailleur malade de rester au travail. Cette résistance

veut leur imposer, les ouvriers de Marquette vont être une source d'inspiration pour notre lutte : ils peuvent affaiblir cet ennemi mortel de la classe ouvrière, ici, au Canada.

Collaboration spéciale de *La Forge* organe central de la *Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*

Abonnements communs au *Quotidien du peuple* et à *L'Humanité rouge*

Abonnements de trois mois au *Quotidien du peuple* et à *L'Humanité rouge* 150 F

Abonnements de six mois, avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung 300 F

Abonnement de six mois aux revues théoriques *Front rouge* et *Proletariat* 50 F

Abonnez-vous à *L'Humanité rouge* Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
 BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pii ouvert	Abt de soutien	Pii fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	3 90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pii ouvert	Abt de soutien	Pii fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
 Prénom
 Rue
 Commune
 Code postal

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité, S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
 Prénom
 Adresse
 Profession

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier)

Fête de L'Humanité

Où va le PCF ?

La fête de l'Humanité de cette année revêtait un aspect traditionnel et un aspect nouveau.

L'aspect traditionnel, c'est le côté grande fête commerciale sur lequel tout ou presque a été dit.

L'aspect nouveau de cette année, c'est celui qui s'est passé lors de certains débats et lors de certaines discussions dans les allées, autour des stands.

A travers les contradictions qui l'agitent, le PCF se révèle être un parti qui cherche à unir ses militants autour d'un projet cohérent qui lui permette d'arriver au gouvernement. Ce qui reste la question posée depuis la rupture de l'Union de la gauche il y a un an et l'échec des élections législatives il y a six mois.

Y A-T-IL DES CONTESTATAIRES ?

« Je sais qu'il y a des contestataires dans certains pays et dans certains partis. Dans le PCF, non. Il y a des camarades qui discutent », devait déclarer Georges Marchais devant les caméras de TF1. Nuance de taille.

Nuance d'ailleurs reprise par Elleinstein : « Il n'y a jamais eu de contestataires.

Je mène un travail de réflexion et de recherche sur le parti.

Qu'Elleinstein ou Althusser envisagent leur travail de « réflexion et de recherche » dans le cadre du PCF et qu'ils ne comptent pas remettre en cause leur appartenance au parti semble un fait acquis.

Ainsi ces illustres contestataires sont mieux acceptés qu'il y a peu par la direction du PCF : c'est que la manière forte a échoué pour étouffer la contestation, qui elle, est bien plus profonde.

Les débats du « Village du livre » l'ont démontré. Ce sont par exemple ces jeunes qui harcelaient de critiques Paul Laurent (auteur du livre « Le PCF comme il est ») : il ne faut plus que les dirigeants décident sans consulter la base, pourquoi tant de congrès unanimes, pourquoi un mode de désignation des délé-

gués qui ne peut qu'amener cette unanimité de façade, pourquoi ce système de coopération qui développe le favoritisme...

Paul Laurent, essaye de faire bonne figure. La tactique actuelle du PCF est de « récupérer » les questions, les contestations : vous avez peut-être raison, il y a du vrai dans ce que vous dites, il faut réfléchir... sont les mots clés du débat.

Vers la fin de ce débat, le centre d'intérêt se déplace : au milieu du « Village du Livre », Elleinstein se fait interviewer par la télévision yougoslave.

Une discussion contradictoire, serrée, longue et portant sur Elleinstein et mille autres choses, s'engage : « Il n'y a plus d'unité dans le Parti », constatent bien des militants.

QUELLE POLITIQUE POUR DEMAIN ?

Le livre de Paul Laurent porte sur le fonctionnement interne et la vie interne du PCF avant tout. De même le livre (plus ancien) de Marchais : « Parlons franchement ». Mais pendant que le premier secrétaire dédicait son œuvre souriante dans un stand, un débat bougrement plus important se déroulait autour du livre « L'URSS et nous », à quelques mètres de là.

Questions sur l'URSS bien sûr (voir article ci-contre).

Ce qui domine dans ce débat, c'est le sérieux de l'assistance. Les réponses qui éludent les questions, les discours creux ou démagogiques ne passent pas : aucun applau-

dissement, quelques sifflets mêmes. Les réponses qui ont une apparence sérieuse, argumentée et scientifique sont très écoutées. L'orateur peut alors se permettre de parler une vingtaine de minutes.

Le thème développé est que tout est possible. Tout se discute. Tout est et tout peut être remis en cause. Il faut réfléchir, analyser, chercher.

Mais la ligne reste : l'URSS considérée comme socialiste, le « socialisme aux couleurs de la France » restent des dogmes intouchables.

C'est clairement l'expression d'un parti qui vient de connaître de grands échecs politiques (l'Union de la gauche brisée et les élections perdues) et qui se sent obligé de préciser — mais de préciser seulement — sa politique.

Des militants qui s'indignent

Il n'y avait pratiquement personne autour du stand de la Tchécoslovaquie, à la Cité internationale de la fête. Pourquoi ?

Lors d'un débat, un militant se leva, très ému : « Je voudrais dire qu'il y a de nombreux communistes qui s'indignent de la présence d'un stand du Parti communiste tchécoslovaque à cette fête. Je voudrais dire à mes camarades tchèques, jetés en prison ou déchus par la clique de Husak, qu'ils ont toute notre solidarité et que les réels représentants du communisme tchèque qui auraient dû être invités aujourd'hui, ce sont les militants de la Charte 77. »



Lors de la présentation de son livre « Le PCF comme il est », Paul Laurent a été harcelé de critiques par des jeunes.

Débat sur « L'URSS et nous »

Des réponses embarrassées

Il y avait beaucoup de monde au débat sur le livre « L'URSS et nous », ce qui témoigne sans doute des interrogations suscitées dans le PCF lui-même sur l'URSS, sa nature et sa politique.

Parmi les questions posées, beaucoup allaient au fond des choses. Nous en citons quelques-unes ainsi que les réponses apportées par les auteurs du livre.

— Q : L'URSS n'est-elle pas dirigée par une bourgeoisie bureaucratique ?

R : Il n'existe pas de classe bourgeoise en URSS, ni de capitalistes, la bourgeoisie ayant été renversée en Octobre 1917.

D'après les auteurs, on n'a jamais vu, dans une société socialiste, les capitalistes renaître de leurs cendres.

R : En URSS, c'est un fait, disent-ils, qu'il n'y a pas de capitalistes privés, individuels. Pour eux, le capitalisme collectif, une classe qui s'approprierait collectivement et non individuellement la plus-value, ça ne peut exister. Par conséquent, l'URSS ne peut avoir à sa tête une bourgeoisie bureaucratique.

Pour les cinq écrivains, l'URSS est un pays socialiste en voie d'édification, où des freinages, des obstacles existent. Des contradictions apparaissent mais elles ne seraient pas antagoniques.

La lutte de classe existerait donc en URSS, mais cette lutte ne serait pas, en fait, une lutte et ne serait dirigée contre aucune classe. Il existerait une lutte de classe « en l'air », sans objet. En réalité, nos auteurs nient l'exploitation et l'oppression féroces

dont le peuple et les diverses nationalités sont victimes en URSS de la part de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir.

Ces contradictions montrent bien dans quelle incohérence se débattent les auteurs du livre.

Cependant, les réalités sont là : à un adhérent, depuis 7 ans à la JC, qui demandait de soutenir effectivement les dissidents, non pas par de simples déclarations, mais avec des faits, il fut répondu que, certes, les intellectuels avaient des problèmes en URSS mais qu'un certain nombre de ces dissidents étaient des gens de droite, le problème était ainsi évacué par le schéma dissident égale intellectuel ou dissident égale droite.

Fait significatif, les animateurs du débat ont été extrêmement peu bavards en ce qui concerne la politique internationale de l'URSS. Une spectatrice ayant dénoncé la course aux armements et la politique de domination de cette superpuissance, ils ont éludé toute réponse sur le fond. F. Cohen s'est borné à déclarer que la politique de l'URSS en la matière était défensive comme si c'était pour se défendre que l'URSS se livrait à l'agression partout dans le monde.

Tout de suite après, le débat a été écourté, montrant l'embaras des animateurs à répondre publiquement à certaines questions.

Débat sur l'emploi des jeunes

Beaucoup de dénonciations, aucune proposition de lutte

Sous le chapiteau de *Avant-garde*, journal de la Jeunesse communiste, Claude Poperen, membre du Bureau politique du Parti communiste français, deux rédacteurs de l'*Avant-garde*, des jeunes en lutte et des chômeurs animaient un débat sur l'emploi, auquel 200 personnes assistaient.

Les témoignages des jeunes démontraient manifestement la combativité des travailleurs. C'est sur cet axe que Claude Poperen et les dirigeants de la Jeunesse communiste se plaçaient malignement. « Union de tout le peuple », « combativité des travailleurs », « seule la lutte paie », étaient les maitres-mots des interventions.

Certes, une dirigeante de la Jeunesse communiste annonçait que cette organisation allait travailler sur chaque quartier avec les jeunes chômeurs. Rien de nouveau, cela fait deux ans que la JC nous pro-

met de telles actions.

Voici une proposition de la JC :

— Convocation d'une session extraordinaire du Parlement sur l'emploi des jeunes. Ce genre d'intervention atteindra à coup sûr son but, elle soulèvera beaucoup de poussière, mais résolvera-t-elle le problème ? Un autre guignol, genre Fabre, sera nommé.

La JC dénonce les inégalités du Pacte national pour l'emploi, où les jeunes ne sont pas considérés comme des travailleurs à part entière :

« Un jeune de plus de dix-huit ans touche, dans le cadre du Pacte national pour l'emploi, 90 % du SMIC. Celui de moins de dix-huit ans, 40 % du SMIC.

Mais que propose la JC, pour le jeune qui n'a jamais travaillé : 50 % du SMIC. Alors quelle différence entre Boulin, ministre du chômage qui offre royalement 40 % du SMIC au

jeune travailleur et la JC qui exige pour le jeune chômeur, 50 % du SMIC ?

A Henri, un jeune apprenti qui expliquait comment son patron l'a licencié, le rédacteur de *Avant-garde* a été bien obligé de dire que les apprentis « étaient à la merci des petits patrons », mais bien vite Claude Poperen a rectifié le tir. Si l'union de tous les travailleurs est nécessaire pour faire reculer le gouvernement, « puisqu'on n'a plus de perspectives électorales, ce sont les grands trusts qu'il faut attaquer et non les petits patrons. » Les jeunes, exploités par les petits patrons comme par les grands, apprécieront.

Enfin une question a été posée par un militant du PCF : « D'où vient que la JC connaît de plus en plus de difficultés pour s'implanter ? ». Et là, les animateurs n'ont pas apporté de réponse... ce qui montre à quel degré atteignent leurs difficultés.